



**PROJET DE COMMUNIQUE DE LA 3^{ème} CONFÉRENCE DES MINISTRES DE
L'IGAD EN CHARGE DE L'ÉDUCATION/DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA DÉCLARATION DE DJIBOUTI SUR
L'ÉDUCATION DES RÉFUGIÉS, DES RAPATRIÉS, DES PDI ET DES
COMMUNAUTÉS HOTES**

Thème :

***Accélérer l'accès à une éducation inclusive et de qualité pour les réfugiés, les rapatriés,
les PDI et les communautés hôtes : partager les responsabilités pour obtenir de
meilleurs résultats en pleine crise de la Covid -19***

Les ministres de l'IGAD en charge de l'Éducation, lors de leur 3^{ème} conférence sur l'éducation des réfugiés, des rapatriés, des personnes déplacées internes (PDI) et des communautés hôte, qui s'est tenue le 30 mars 2022 à Addis-Abeba, sous la présidence de **S.E. Mahamoud SirElkhatim M. Huree, Ministre Fédéral de l'Éducation, République du Soudan** représenté par **S.E Gamal Elsheikh, ambassadeur de la République du Soudan en Éthiopie**, ont suivi la mise en œuvre de la Déclaration de Djibouti sur l'éducation des réfugiés, des apatriés, des PDI et des communautés hôte.

La réunion a vu la participation de **S.E. Moustapha Mohamed Mohamoud**, ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle de la République de Djibouti; **S.E. Prof Berhanu Nega Bonger**, ministre de l'Éducation de la République Fédérale Démocratique d'Éthiopie; **M. Charles Obiero, Directeur adjoint de l'Éducation**, représentant **S.E. Prof George Albert Magoha, CBS**, secrétaire de cabinet du ministère de l'Éducation de la République du Kenya; **S.E. Nouria Aden Issa, vice-ministre de l'éducation** représentant le ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Enseignement supérieur de la République Fédérale de Somalie; **S.E. Gabriel Changson Chang, ministre de l'Enseignement supérieur**, des Sciences et des Technologies de la République du Sud Soudan; et **S.E. Ambassadrice, Rebecca Amuge Otengo, ambassadrice de la République d'Ouganda en Éthiopie**, représentant le ministre de l'Éducation et des Sports, République d'Ouganda.

Étaient également présents **S.E. Dr. Workneh Gebeyehu Negewo**, Secrétaire exécutif de l'IGAD, et des représentants des principaux partenaires soutenant la mise en œuvre de la Déclaration de Djibouti : l'Union Européenne ; le gouvernement allemand ; Education Cannot Wait ; GIZ au nom du gouvernement allemand ; le HCR ; l'UNESCO ; l'UNICEF et l'USAID

Les ministres :

1. **Rappelant** les engagements de la Déclaration de Djibouti adoptée le 14 décembre 2017 et l'Appel à l'action d'Addis-Abeba adopté le 6 décembre 2018 sur l'éducation des réfugiés dans la région de l'IGAD et **réitérant** l'engagement des États membres à répondre aux besoins de l'éducation des réfugiés et à les insérer dans les systèmes éducatifs nationaux ;
2. **Rappelant** les stratégies, cadres et initiatives pertinents au niveau national, régional et international en particulier la Déclaration de Nairobi sur les solutions durables pour les réfugiés somaliens et la réinsertion des rapatriés en Somalie et de son Plan d'action ; le Cadre régional de politique migratoire de l'IGAD et le Plan d'action sur la migration, l'Agenda 2063 de l'Union africaine sur l'éducation, la Déclaration de New York en 2016 sur les réfugiés et les migrants; le Pacte mondial pour les réfugiés et les Objectifs de développement durable en particulier l'Objectif 4 sur l'éducation et le développement des compétences ;
3. **Rappelant** la réunion de haut niveau sur l'action pour l'éducation des réfugiés organisée en marge de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2018, qui a réaffirmé l'engagement en faveur de l'insertion des réfugiés dans les systèmes éducatifs nationaux et a cherché à garantir des possibilités d'apprentissage de qualité pour les enfants des réfugiés, des rapatriés, des PDI et des communautés hôte ;
4. **Réaffirmant** notre responsabilité collective afin de garantir à tous les réfugiés, les rapatriés, les PDI et les membres des communautés hôte, et en particulier aux filles et aux personnes ayant des besoins particuliers, l'accès à une éducation de qualité dans un environnement d'enseignement sûr dans nos pays respectifs sans discrimination ;
5. **Profondément préoccupés** par les impacts négatifs sans précédent de la pandémie de COVID-19 sur les systèmes éducatifs, en particulier sur les processus d'enseignement et d'apprentissage des réfugiés, des rapatriés, des PDI et des membres des communautés hôte ;
6. **Alarmés** par les bouleversements incessants dus aux conflits et aux déplacements sur l'éducation des réfugiés, des rapatriés, des communautés hôte et sur les autres personnes concernées dans la région de l'IGAD ainsi que ses impacts sur les aspirations et contributions à la société et à l'économie dans leurs communauté hôte lors du retour dans leur pays d'origine ;
7. **Préoccupés** par l'inadéquation toujours plus grande entre l'éducation, les compétences et les besoins du marché du travail et par le fossé numérique qui se creuse ;
8. **Soulignant** l'importance de l'éducation des femmes et des filles, ainsi que des autres groupes vulnérables, y compris les personnes ayant des besoins

particuliers, qui doivent bénéficier d'un accès équitable à l'éducation et à la formation professionnelle à tous les niveaux ;

9. **Notant avec satisfaction** les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Déclaration de Djibouti sur l'éducation des réfugiés, des rapatriés, des PDI et des communautés hôte et ses cinq principaux piliers, à savoir : Les normes régionales en matière de qualité de l'éducation, le développement des compétences régionales, l'insertion de l'éducation des réfugiés dans les systèmes éducatifs nationaux, l'accréditation et la certification des programmes éducatifs ainsi que le financement, les partenariats et le suivi à l'appui de l'éducation des réfugiés ;
10. **Se félicitant** de l'utilisation du Passeport des qualifications de l'UNESCO (UQP) pour les acquis des réfugiés et des migrants vulnérables jusqu'à l'achèvement du Cadre régional des qualifications (CRQ) ;
11. **Considérant** la nécessité pour tous les États membres de l'IGAD de ratifier la Convention révisée d'Addis-Abeba (2014) sur la reconnaissance des études, des certificats, des diplômes, des grades et autres titres académiques de l'enseignement supérieur, y compris l'EFTP et le développement des compétences dans les États africains comme base de la reconnaissance des titres des réfugiés et des rapatriés ;
12. **Considérant en outre** l'approche régionale complète de l'IGAD et la forte coopération entre les États membres et les partenaires dans l'accélération d'une éducation inclusive et de qualité pour les réfugiés, les rapatriés, les PDI et les communautés hôte.

PAR LA PRESENTE :

13. **Adoptons** les recommandations de la réunion d'experts de haut niveau pour la mise en œuvre de la Déclaration de Djibouti sur l'éducation des réfugiés, des rapatriés, des PDI et des communautés hôte qui s'est tenue du 6 au 9 décembre 2021 à Djibouti et **nous nous engageons** à mettre en œuvre ces recommandations ; et d'adopter les recommandations du comité d'organisation du projet de l'IGAD-ECW.
14. **Réaffirmons** notre engagement à accélérer l'accès à une éducation inclusive et de qualité pour tous, en accordant une attention particulière aux réfugiés, aux rapatriés, aux PDI et aux communautés hôte ;
15. **Mettons en œuvre** des mesures pour atténuer l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les systèmes éducatifs ;

A. Sur l'élaboration du Cadre régional des qualifications

16. **Signalons et saluons** l'élaboration de la feuille de route pour le Cadre Régional des qualifications (CRQ) en tant que partie intégrante de la mise en œuvre de la Déclaration de Djibouti ; et **demandons** au Secrétariat de l'IGAD de finaliser et de présenter le CRQ de l'IGAD lors de la prochaine réunion ministérielle prévue en décembre 2022 ;
17. **Confions** au Secrétariat de l'IGAD, en collaboration avec les partenaires de développement concernés, le soin d'élaborer des normes et des directives pour soutenir la mise en œuvre du CRQ de l'IGAD ;
18. **Demandons** aux membres du groupe de travail technique de la Déclaration de Djibouti et aux autres partenaires de renforcer les capacités du Secrétariat de l'IGAD et des États membres pour l'élaboration et la mise en œuvre opérationnelle des cadres nationaux des qualifications (CNQ) ;
19. **Demandons en outre** au Secrétariat de l'IGAD de faciliter le renforcement des capacités par la formation et le partage des connaissances/expériences entre les États membres pour la mise en œuvre du Cadre régional des qualifications ;
20. **Désignons** des points focaux nationaux de chaque État membre pour la structure de gouvernance du CRQ de l'IGAD ;

B. Sur l'insertion des réfugiés, des rapatriés, des PDI et des communautés hôtes dans les systèmes éducatifs nationaux

21. **Nous nous engageons** à accélérer l'insertion des réfugiés, des rapatriés, des PDI et des communautés hôtes dans nos systèmes éducatifs nationaux ;
22. **Nous nous engageons en outre** à élaborer ou mettre à jour des plans d'action nationaux actuels pluriannuels chiffrés pour l'insertion des réfugiés, des rapatriés, des PDI et des communautés hôtes dans les systèmes éducatifs nationaux ;
23. **Nous nous engageons** à maintenir et à augmenter les ressources nationales pour la mise en œuvre des activités d'insertion décrites dans les plans d'intervention pluriannuels chiffrés en matière d'éducation nationale ;
24. **Confions** au Secrétariat de l'IGAD le soin d'élaborer une stratégie de mobilisation des ressources dans un esprit de partage des efforts et des responsabilités avec la communauté internationale pour la mise en œuvre dans l'éducation nationale et sur plusieurs années de plans d'intervention pluriannuels chiffrés ;

25. **Prions** les partenaires de développement, y compris les institutions financières internationales, à venir renforcer les capacités du Secrétariat de l'IGAD et de ses États membres pour accélérer l'insertion des réfugiés, des rapatriés, des PDI et des communautés hôtes dans les systèmes éducatifs nationaux ;
26. **Nous nous engageons** à intégrer des interventions tenant compte des questions de genre dans la mise en œuvre de la Déclaration de Djibouti dans le but d'atteindre l'ODD 5 sur l'égalité des sexes en ce qui concerne l'insertion des réfugiés, des rapatriés, des PDI et des communautés hôtes dans les systèmes éducatifs nationaux ;

C. Sur l'initiative de l'IGAD pour la formation des enseignants

27. **Nous nous félicitons et nous nous engageons à** promouvoir l'initiative de l'IGAD et du gouvernement allemand via la GIZ en faveur du programme de l'IGAD pour la formation des enseignants destiné à améliorer la qualité, le caractère inclusif et l'accessibilité de l'éducation pour les réfugiés, les rapatriés, les PDI et les communautés hôtes ;
28. **Prenons note** de la mise en œuvre réussie de la phase pilote de l'initiative de l'IGAD pour la formation des enseignants ; et **demandons** à l'IGAD de compiler et de partager les enseignements tirés du processus de formation et d'étendre la formation à tous les États membres de l'IGAD ;
29. **Demandons** au Secrétariat de l'IGAD et aux partenaires d'explorer d'autres domaines de développement des compétences pour les réfugiés, les rapatriés, les PDI et les communautés hôtes, en mettant particulièrement l'accent sur les enseignantes, conformément à la Déclaration de Djibouti et à la Stratégie régionale de l'IGAD pour l'EFTP ;
30. **Nous nous engageons** à simplifier le processus de certification et de reconnaissance des qualifications des enseignants réfugiés ;

D. Sur les bourses d'études pour les réfugiés, les rapatriés, les PDI et les communautés hôtes

31. **Félicitons** les universités qui offrent des bourses d'études aux étudiants réfugiés, rapatriés, PDI et des communautés hôtes dans la région de l'IGAD et **prions** davantage d'universités et d'établissements d'enseignement supérieur dans nos pays d'allouer/augmenter les bourses d'études ;
32. **Demandons** au Secrétariat de l'IGAD d'élaborer et de mettre en œuvre un plan cohérent de bourses d'études et de mettre en place des mécanismes de coordination efficaces pour cette initiative ;
33. **Exhortons** nos partenaires à soutenir l'initiative de l'IGAD comme mécanisme permettant de garantir un large accès à l'enseignement tertiaire/supérieur ;

E. Sur l'examen et la validation du Cadre de suivi et d'évaluation de la Déclaration de Djibouti

34. **Félicitons** l'IGAD et l'UNICEF pour avoir élaboré le Cadre de suivi et d'évaluation de l'IGAD pour la Déclaration de Djibouti ;
35. **Adoptons** le cadre de suivi et d'évaluation de la Déclaration de Djibouti afin de suivre les progrès, de faciliter la production de rapports et d'examiner la mise en œuvre ;
36. **Demandons** à tous les partenaires d'apporter un appui à l'IGAD et à ses États membres dans l'évaluation de la performance de la Déclaration de Djibouti, conformément à la Déclaration de Nairobi ;

F. Sur l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'éducation des réfugiés, des rapatriés, des PDI et des communautés hôtes

37. **Nous nous engageons** à renforcer des interventions multisectorielles et coordonnées pour atténuer l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les systèmes éducatifs nationaux ;
38. **Élaborons** des directives pour soutenir les programmes d'enseignement afin de faire face à l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les systèmes éducatifs dans les États membres de l'IGAD ;
39. **Bâtissons** nos infrastructures, politiques et stratégies numériques conformément à l'agenda numérique mondial portant sur les enseignements, les apprentissages virtuels pour les réfugiés, les rapatriés, les PDI et les communautés hôtes ;
40. **Favorisons** la santé mentale et le soutien psychosocial des étudiants, des enseignants, des soignants et des personnes ayant des besoins particuliers dans les systèmes éducatifs nationaux ;

Enfin

1. **Remercions** le Gouvernement et le peuple de la République Fédérale Démocratique d'Éthiopie d'avoir accueilli cette importante réunion, et ;

Nous nous engageons à demeurer activement saisi de la question

Fait le 30 mars 2022 à Addis-Abeba, Ethiopie

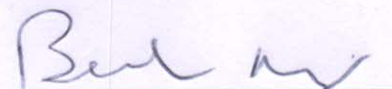
S.E. M. Moustapha Mohamed Mahamoud.

Ministre de l'Education nationale et de la Formation Professionnelle de la République de Djibouti



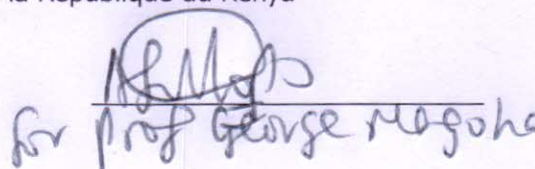
S.E. Prof. Berhanu Nega Bongor,

Ministre de l'Education de la République Fédérale Démocratique d'Éthiopie



S.E. Prof. George Albert Magoha, CBS,

Secrétaire de cabinet du ministère de l'Education de la République du Kenya



for Prof George Magoha

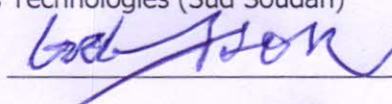
S.E. Ing. Abdulahi Aboker Haji,

Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enseignement supérieur, République Fédérale de Somalie



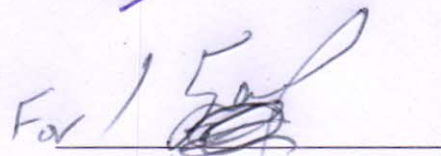
S.E. Gabriel Changson Chang,

Ministère de l'Enseignement supérieur, des Sciences et des Technologies (Sud Soudan)



S.E. Mohamoud SirElkhatim M. Huree,

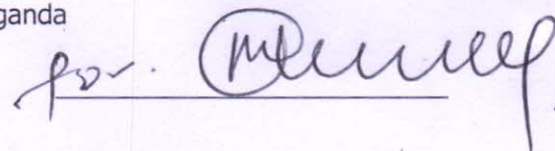
Ministre Fédéral de l'Education, République du Soudan



For

Hon. Janet Kataaha Museveni,

Ministre de l'Education et des Sports, République d'Ouganda



for